



# APPEL À LA MOBILISATION

CTN Exploitation

Montreuil, le 17 février 2015


**Tract EXPLOITATION**

## PLAN SOCIAL À L'EEX, LE VRAI VISAGE DE LA RÉFORME DU SYSTÈME FERROVIAIRE

**Le 29 janvier 2015,  
15 000 cheminots ont  
manifesté leur plus  
profond attachement au  
Service Public de  
transport ferroviaire de  
voyageurs et de  
marchandises.  
Transformons cet essai !**

Cette réforme est une mauvaise réforme, bâclée et qui ne résout pas les problèmes de fond. Pour preuve, ni la question du financement du système ferroviaire et ni la question de la dette ne sont solutionnées, c'est pourquoi la CGT n'a eu de cesse de la combattre. Le passage en force du Gouvernement, avec l'appui de la Direction et des OS d'accompagnement, aboutit à la loi du 4 août 2014 qui s'impose à tous les cheminots.

Six mois après le vote de la loi et alors même que les décrets ont eu beaucoup de peine à paraître, la Direction annonce la couleur un peu partout :

- Suppression de 1 600 emplois ;
- Gel généralisé des salaires ;
- Fermetures massives de guichets, de gares ;
- Réduction des heures d'ouverture ;
- Tentatives de suppressions des autorisations de départs par les agents de l'Escale ;
- Non respect du dictionnaire des filières (déneigement, objets tombés dans la voie, transbordements ...) ;
- Tentatives de généralisation de l'EAS, etc.

La CGT continue à revendiquer l'unicité du système ferroviaire au sein d'une unique entreprise publique de transport ferroviaire regroupant le gestionnaire d'infrastructure et l'exploitant.

Pour autant, cette loi existe et l'organisation de la production s'inscrit pour l'heure dans ce cadre juridique contraint. Mais la CGT, comme à son habitude, reste force de propositions. La CGT présente, au travers d'un 6 pages, des propositions pour une organisation de la production locale, territoriale et nationale, ainsi que ses exigences sur les négociations concernant la Convention Collective Nationale (CCN) et les activités sociales.

Les libéraux, loin de toute notion de service public, rêvent déjà de voir supprimer l'EPIC de tête, afin d'éclater définitivement le système ferroviaire pour mieux le livrer en pâture aux intérêts privés. La CGT propose la création de structures décentralisées de cet EPIC au niveau local et territorial (échelle régionale).

Au niveau local, ces structures assureraient la coordination de la politique du GPF entre les établissements multi-activités Réseau et les établissements multi-activités Mobilités (les EMA). Au niveau régional, ces structures garantiraient entre autres la GPEC territoriale, l'observatoire de l'emploi, la Sécurité, la Sûreté, la médecine du travail, l'animation de la ligne RH etc.

**Un Service Public de qualité passe par un haut niveau de Sécurité et donc par le respect du dictionnaire des filières !**

Dans la proposition CGT, l'Exploitation sera présente dans les trois EPIC et plus particulièrement au travers des agents de la filière 27.

Cette filière 27, nous allons devoir nous battre pour qu'elle perdure dans l'ensemble de l'Entreprise, car contrairement aux discours officiels, pour nos dirigeants et le législateur, l'heure n'est plus à la Sécurité à tout prix !

Pour diminuer le plus possible ce qui est considéré comme un coût, tous les coups sont permis même si c'est au détriment des usagers et des cheminots.

La Sécurité n'est plus considérée comme faisant partie d'un système global, mais segmentée en tâches dites « essentielles ». Cela se concrétise par des missions de sécurité transférées aux agents de la filière 26 dont ce n'est pas le métier !

Dans la politique de réduction des coûts, la formation est visée (d'autant plus pour la filière 27). Terminés, dans les Activités, l'AMV et le TTMV trop coûteux, place au Fret aux Opérateurs de Production Fret (OPF) et pour les Techniciens le TCPF, les réflexions côté Voyages et Proximités sont sur le même schéma avec à Voyages les (OPV) Opérateurs de Production Voyageur.

Avec la réforme, tout est possible, il faut casser les dernières barrières qui sont un frein aux gains de productivité, on ferme des guichets, des gares, on réduit les heures d'ouverture, on abandonne la notion de Service Public, peu importe les conséquences.

La Direction de l'entreprise avec certaines complicités entend confisquer le débat sur l'organisation de la production et la structuration interne du groupe public ferroviaire, pour imposer sa vision libérale du transport ferroviaire.

L'intervention des cheminots est indispensable pour imposer d'autres choix !

**La Fédération CGT des Cheminots appelle à amplifier les mobilisations dans la dynamique de la manifestation du 29 janvier pour exiger ensemble la Voie du Service Public !**

**En ce sens, nous vous proposons de débattre partout sur la possibilité d'intervenir fortement le jour de la consultation du CCE sur la réforme du ferroviaire puis tous ensemble de définir les suites !**

